



Le gonflement du bilan des banques

Par **Éric Toussaint**

Le volume des bilans de banques, tant du côté du passif (les dettes) que des actifs (les biens et les produits bancaires générant un revenu), a fortement augmenté entre les années 1990 et l'éclatement de la crise en 2007-2008. Selon le FMI¹, les actifs bancaires mondiaux ont connu une augmentation d'environ 140% entre 2002 et 2007, passant de 40.000 à 97.000 milliards de dollars. Entre

2007 et 2011, ils ont encore augmenté, ils ont atteint 105.000 milliards de dollars². Alors que le discours officiel des banquiers et des gouvernements affirme que les banques ont procédé à un nettoyage de leurs actifs et à une nette cure d'amaigrissement, ce n'est pas ce qui s'est passé dans la réalité. Le volume des actifs n'a commencé à diminué que très récemment, et ce de manière tout à fait marginale. Selon

1 IMF, Global Financial Stability Report, Restoring Confidence and Progressing on Reforms, October 2012 <http://www.imf.org/External/Pubs/FT...> , p. 82.

2 Plus de la moitié des actifs bancaires mondiaux sont entre les mains des banques de l'UE. Bien sûr, si on y ajoute les banques suisses, la part des banques européennes augmente encore.

le FMI, entre le 3e trimestre 2011 et le 2e trimestre 2012, les banques européennes ont réduit leurs actifs (sans compter les dérivés) de 2% seulement³.

Le Rapport Liikanen, du nom du président du groupe d'experts chargé par Michel Barnier, commissaire européen au Marché intérieur et aux Services, de faire des propositions en matière de réforme du secteur bancaire de l'Union européenne donne une série d'informations très intéressantes sur les banques de l'UE⁴.

Selon ce rapport, en France, les actifs de la Société Générale (8e banque européenne, 3e banque française) sont passés de 410 milliards d'euros en 1999 (au lancement de l'euro) à

près de 1.200 milliards en 2008 : une augmentation de près de 300% en 10 ans. En 2010, les actifs atteignaient toujours près de 1.200 milliards. ⁵ En Allemagne, les actifs de Commerzbank (15e banque européenne, 2e banque allemande) sont passés de 380 à 850 milliards d'euros entre 1999 et 2009.

Si on considère l'ensemble du secteur bancaire européen, les actifs sont passés de 25.000 milliards d'euros en 2001 à 43.000 milliards en 2008, soit 3,5 fois le PIB de l'UE⁶ ! Les dettes des banques ont suivi la même évolution.

La croissance du bilan a consisté du côté du passif à augmenter le recours aux dettes pour se financer et du côté de l'actif en une forte augmentation des crédits immobiliers dans certains cas et pour la majorité des grandes banques en une explosion de l'activité de « trading » qui recouvre notamment l'achat de dérivés et de produits structurés. L'émission des Asset Backed Securities⁷ a été massivement

3 IMF, Global Financial Stability Report, Restoring Confidence and Progressing on Reforms, October 2012 <http://www.imf.org/External/Pubs/FT...> , p. 29.

4 Voir Erkki Liikanen (chairperson), "High-level Expert Group on reforming the structure of the EU banking sector", octobre 2012, Bruxelles. Erkki Liikanen est le gouverneur de la banque centrale de Finlande. Onze experts composaient ce groupe de travail dont le Français Louis Gallois. Un des intérêts du rapport Liikanen est qu'il confirme par une voix officielle, le diagnostic sur les turpitudes des banques, les risques ahurissants qu'elles ont pris pour faire un maximum de profit. Comme nous le verrons plus loin, ce rapport n'a pas plu aux banquiers. Voir : http://ec.europa.eu/internal_market...
Dans la suite de ce texte, ce document sera appelé le Rapport Liikanen.

5 Rapport Liikanen, p. 41.

6 Ces chiffres proviennent du Rapport Liikanen. Voir également : Damien Millet, Daniel Munevar, Eric Toussaint, « [Les chiffres de la dette 2012](#) », tableau 30, p. 23, qui donnent des données concordantes à partir d'une autre source.

7 Les asset backed securities (ABS) sont des valeurs mobilières (titres de créances) adossées fréquemment à des opérations de titrisation ayant pour sous-jacent des actifs qui sont le plus souvent des crédits. Les opérations admises peuvent être aussi bien des prêts hypothécaires, des prêts automobiles

monopolisée par les banques des États-Unis⁸ mais les banques européennes se sont également jetées dessus. Elles achetaient ces ABS en s'endettant à court terme alors que ces produits structurés avaient une maturité beaucoup plus longue. L'effet de levier jouait à fond. Pour se protéger des risques, les banques achetaient des dérivés de crédit⁹ et d'autres types de dérivés censés les protéger contre les risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt, etc. La faillite de Lehman Brothers et le sauvetage in extremis d'AIG (la plus grande société d'assurance sur le plan mondial) en septembre 2008 ont montré que les émetteurs de dérivés n'avaient pas les moyens d'assumer les risques qu'ils couvraient. Le volume total des produits dérivés¹⁰ a littéralement

explosé, passant de 100.000 milliards \$ en 1998 à 750.000 milliards en 2007¹¹.

Les banques européennes n'ont pas fondé leur croissance sur les dépôts des clients (qui ont crû de manière modeste), mais sur l'endettement via le marché interbancaire, auprès de la BCE ou auprès des Money Market Funds (MMF)¹².

mais aussi des paiements par carte de crédit. Les asset backed securities sont émis sur le marché des capitaux et sont négociables entre les investisseurs.

8 Rapport Liikanen, graphique 2.3.4

9 Dérivé de crédit : Produit financier dont le sous-jacent est une créance ou un titre représentatif d'une créance (obligation). Le but du dérivé de crédit est de transférer les risques relatifs au crédit, sans transférer l'actif lui-même, dans un but de couverture. Une des formes les plus courantes de dérivé de crédit est le credit default swap (CDS). Source : Banque de France

10 Produit dérivé : Produit financier dont la valeur dérive de celle d'un indice sous-jacent. Il existe des produits dérivés d'engagement ferme (change à terme, swap de taux ou de change) et des produits dérivés d'engagement conditionnel (options, warrants...). Ces produits peuvent être classiques (plain vanilla) ou plus complexes (exotiques). Source : Banque de France.

11 Rapport Liikanen, graphique 2.3.5. A noter qu'en 2012, le volume du marché des dérivés OTC a de nouveau atteint 750.000 milliards de dollars (voir la partie 2 de cette série).

12 Rapport Liikanen, graphique 2.3.6.

Qu'est-ce que les Money Market Funds ?

Les MMF sont des sociétés financières des États-Unis et d'Europe, très légèrement contrôlées et très peu soumises à des règles. Dans la presse spécialisée, ils sont considérés comme faisant partie à moitié du shadow banking¹. L'administration Obama envisage de mettre au point une réglementation car, en cas de faillite d'un MMF, il y a un risque certain de devoir utiliser des deniers publics pour les sauver. Cela provoque beaucoup d'inquiétude vu que les fonds qu'ils gèrent sont considérables et que leur marge de profit a fortement chuté depuis 2008. En 2012, les MMF des États-Unis géraient 2700 milliards de dollars de fonds, en nette baisse par rapport au 3800 milliards de 2008. Les MMF prêtent à très court terme, souvent au jour le jour. Parmi les principaux fonds, on trouve Prime Money Market Fund, créé par la principale banque des États-Unis JPMorgan, qui gère 115 milliards de dollars. Wells Fargo, la 4e banque aux États-Unis, gère un MMF de 24 milliards de dollars. Goldman Sachs, la 5e banque, contrôle un MMF de 25 milliards de dollars. Sur le marché des MMF qui prêtent des euros, on trouve de nouveau des sociétés états-uniennes : JP Morgan (avec 18 milliards d'euros), Black Rock (11,5 milliards), Goldman Sachs (10 milliards) et des européennes avec principalement BNP Paribas (7,4 milliards) et Deutsche Bank (11,3 milliards). Certains MMF opèrent également avec des livres sterling. Michel Barnier a annoncé qu'il voulait réglementer le secteur, mais on risque fort de rester dans le domaine des déclarations d'intention².

1 Shadow banking, ou banque de l'ombre : activités hors bilan réalisées par les banques. Selon le Conseil de stabilité financière (CSF), l'organe érigé par le forum du G20 en charge de la stabilité financière mondiale, le volume des activités du shadow banking a dépassé 67 000 milliards de dollars (ce qui équivaut environ à la somme des PIB de tous les pays de la planète). Voir Richard Hiault, « Le monde bancaire 'parallèle' pèse 67.000 milliards de dollars », Les Échos, 18 novembre 2012, <http://www.lesechos.fr/entreprises-...>

2 Source : Financial Times, « EU shadow banking plan rapped », 26 mars 2012 ; « MMF lose worth in low interest rate world », 10 septembre 2012.